



SAHEL : IL EST URGENT DE SE MOBILISER POUR ÉVITER LA CRISE ALIMENTAIRE HISTORIQUE QUI S'ANNONCE



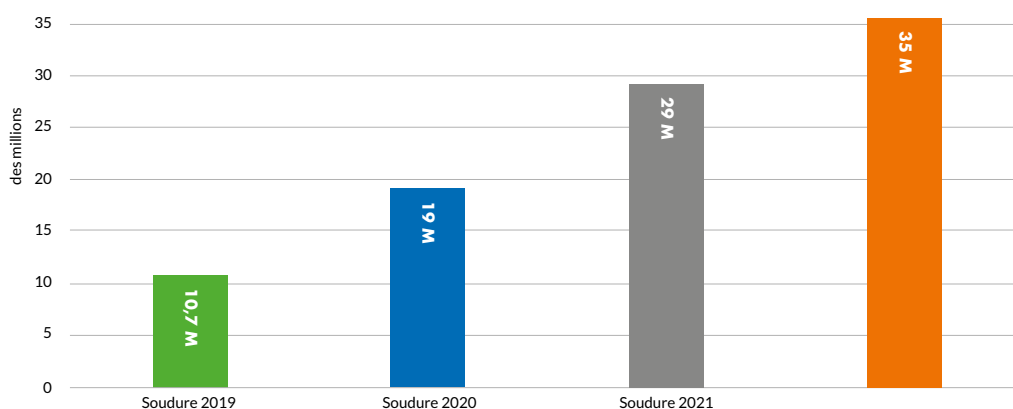
SAHEL : IL EST URGENT DE SE MOBILISER POUR ÉVITER LA CRISE ALIMENTAIRE HISTORIQUE QUI S'ANNONCE

La prochaine période de soudure en Afrique de l'Ouest et au Sahel va être s'annonce catastrophique, avec une augmentation spectaculaire du nombre de personnes qui auront besoin d'une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence pour survivre - de 29 millions à 35 millions de personnes entre 2021 et cette année¹. Ces chiffres sont trois fois plus élevés que les estimations d'il y a quatre ans seulement concernant les personnes confrontées à des situations de crise ou à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition.

Cette situation est exacerbée dans une région en proie à une **pauvreté chronique**, à un accès fragile aux services sociaux de base, en particulier la santé, l'eau et l'assainissement, aggravé ces dernières années par les effets de la **COVID-19** et du **changement climatique**, qui se traduisent principalement par des mauvaises récoltes, une pression sur les ressources et une hausse des prix des denrées alimentaires.

L'expansion et l'intensification des **conflits armés** et de l'**insécurité au Sahel** continuent de provoquer des **déplacements forcés** d'une ampleur sans précédent et de restreindre la circulation des personnes, ce qui affecte davantage l'accès aux moyens de subsistance, à la transhumance, à l'agriculture, au commerce et à d'autres activités vitales. Cela entrave l'accès humanitaire aux communautés, une situation qui devrait s'aggraver considérablement au Mali dans les mois à venir en raison des sanctions récemment imposées par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

La région du Sahel, le **Burkina Faso**, le **Tchad**, le **Mali**, la **Mauritanie** et le **Niger**, vient de s'ajouter à la liste des pays qui seront des foyers de famine d'ici 2022. Les projections du Cadre Harmonisé² calculent les estimations historiques les plus élevées des populations en situation d'insécurité alimentaire aiguë pour les mois de soudure critiques entre juin et août.



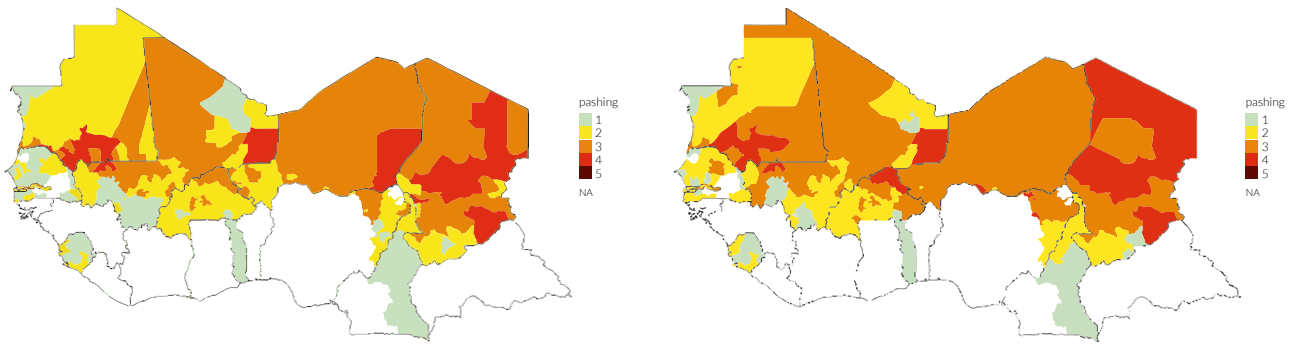
Graphique 1 : Estimations CH 2022 pour les personnes en phase 3 et plus d'insécurité alimentaire³.

¹ Ces chiffres comparent les estimations des saisons maigres et incluent les estimations du Mali, du Niger, de la Mauritanie, du Sénégal, du Cameroun, du Nigeria, du Tchad, du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Guinée Bissau, de la Gambie, du Ghana, du Liberia, de la Sierra Leone et du Togo, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Gambie, Ghana, Liberia, Sierra Leone, Togo.

² Le Cadre harmonisé (CH) est un outil utilisé pour analyser la vulnérabilité des populations à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Sur la base de diverses sources d'information et d'une méthodologie commune, l'analyse identifie le nombre et les zones de personnes en situation d'insécurité alimentaire. Action contre la Faim contribue toujours au CH. La phase 3 représente la crise : les ménages ont des déficits alimentaires qui se traduisent par un taux de malnutrition aiguë élevé ou supérieur à la moyenne, ou sont tout juste capables de couvrir leurs besoins alimentaires minimums en épuisant leurs moyens de subsistance ou en utilisant des stratégies d'adaptation à la crise. Source : <https://www.food-security.net/visualise/>

³ Source : https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000136243/download/?_ga=2.245755268.1680345494.1644335163-763448591.1623406258

Les graphiques ci-dessous mettent également en évidence la gravité de la situation nutritionnelle dans la région, en comparant les chiffres de fin 2021 aux projections de la période de soudure avec les projections de la période de soudure. De plus, les points chauds dans les zones du Liptako Gourma et du bassin du lac Tchad persistent au fil des ans, montrant l'impact de la violence et des conflits et leurs effets dévastateurs sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région.



Octobre - décembre 2021 (actuel) : état nutritionnel.

Juin - septembre 2022 (projeté) : état nutritionnel.

UNE GRAVE DÉTÉRIORATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DANS LA RÉGION

Au **NIGER**, on estime que 3,6 millions de personnes se situent entre la phase 3 et la phase 5 de l'insécurité alimentaire, faisant face à une crise ou à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Les ménages sont soit confrontés à des déficits alimentaires qui se traduisent par des niveaux élevés de malnutrition aiguë, soit capables de satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux en épuisant leurs moyens de subsistance ou en adoptant des stratégies d'adaptation néfastes à court et moyen terme. Quinze pour cent de la population nigérienne est dans cette situation, un record historique selon les estimations de Cadre Harmonisé.

Selon les études de 2021, le taux global de malnutrition aiguë, ainsi que celui de sa forme la plus sévère, s'élevait déjà à 12,5% et 2,7% respectivement, dépassant les seuils d'urgence fixés par l'Organisation mondiale de la santé de 10% et 2%, dans un contexte où le Niger épuise déjà ses ressources, accueillant plus de 313 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, ainsi que près de 250 000 réfugiés. Au Niger, en particulier, la détérioration de la sécurité alimentaire est accablante, avec une augmentation de 80% par rapport à il y a seulement deux ans.

	Juin - août 2020	Juin - août 2021	Juin - août 2022	Évolution 2022/2020
Mali	1,340,745	1,307,075	1,841,067	37.3%
Mauritanie	609,182	484,151	660,739	8.5%
Niger	2,012,365	2,309,137	3,637,983	80.8%
TOTAL	3,962,292	4,100,363	6,139,789	

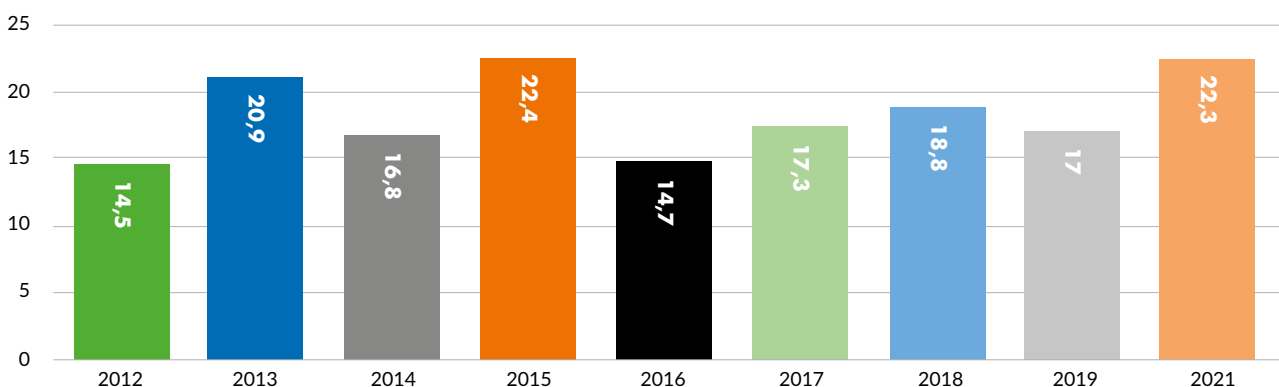
Graphique 4 : Calculé à partir des estimations du CH pour les personnes en phase 3 et plus d'insécurité alimentaire.



De même, au **MALI**, 7,5 millions de personnes, soit un tiers de la population, ont besoin d'une aide humanitaire. À la fin de l'année 2021, le nombre de personnes confrontées à la faim avait triplé en un an. Cadre Harmonisé prévoit une augmentation de 60%, soit un demi-million de plus, pour la période de soudure, ce qui signifiera plus de 1,8 million de personnes en crise alimentaire, le nombre le plus élevé depuis le début de la crise malienne en 2012.

La situation en **MAURITANIE** est tout aussi alarmante, avec une augmentation des personnes en insécurité alimentaire : de 180 000 en 2014 à 661 000 personnes en 2022, soit 15% de la population en insécurité alimentaire lors de la prochaine période de soudure. Cela représente une augmentation de plus de 50 % par rapport à l'année dernière et le deuxième taux d'insécurité alimentaire le plus élevé de toute la région, plus élevé même que dans les pays touchés par des conflits comme le Mali, le Niger ou le Burkina Faso.

La situation nutritionnelle est tout aussi alarmante, avec des chiffres de malnutrition aiguë globale de plus de 20%, doublant le seuil d'urgence de l'OMS dans des zones telles que Guidimaka, et se maintenant constamment à des niveaux inacceptables au cours de la dernière décennie. La prévalence de la malnutrition aiguë sévère a également augmenté de manière significative entre 2019 et 2021, passant de 2,9 % à 4,1 %, soit également plus du double du seuil d'urgence de 2 % fixé par l'OMS.



Graphique 5 : Evolution des taux de malnutrition globale dans la région de Guidimaka 2012-2021⁴.

⁴ Action contre la Faim Mauritanie, Enquête SMART, Janvier 2022.

LES CONFLITS, LA CRISE CLIMATIQUE, LES PRIX ÉLEVÉS DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET LE COVID-19 : LES PRINCIPAUX MOTEURS DE LA CRISE ALIMENTAIRE

La région dans son ensemble a été affectée par les chocs climatiques, qui ont entraîné des sécheresses et une augmentation des incendies de forêt, limitant davantage la disponibilité de la biomasse et affectant une grande partie des pâturages. L'impact de la sécheresse a été particulièrement pertinent pour le Niger - qui a connu une réduction de près de 40% de la production agricole et a affecté plus de 3 millions de personnes au Mali - à Mopti, Ségou et Tombouctou.

L'**augmentation des prix** des denrées alimentaires sur les marchés locaux et internationaux, résultant notamment de la réduction de la production, de la constitution de stocks, de la diminution de la disponibilité sur les marchés ou de l'augmentation des coûts de transport, a entraîné, par exemple, des augmentations de plus de 20% à Gao ou même de près de 30% dans la région de Tahoua. Les effets résiduels de la pandémie de COVID-19 se font encore sentir : plus de 50 % des ménages ont des revenus inférieurs à ceux d'avant la pandémie, ce qui affecte de manière disproportionnée les personnes travaillant dans les secteurs informels, qui signalent également une diminution du soutien qu'elles reçoivent, le cas échéant.

Les **conflits et les violences** en cours continuent de provoquer des déplacements forcés de population dans la région et limitent l'accès aux moyens de subsistance, notamment la mobilité pastorale, et aux services sociaux de base. Au Niger comme au Mali, certains centres de santé sont fermés en raison de l'insécurité, tandis que d'autres peinent à fonctionner pleinement dans les zones touchées par le conflit, comme dans le nord et le centre du Mali, ou à Diffa, Tillabéry et Tahoua au Niger.

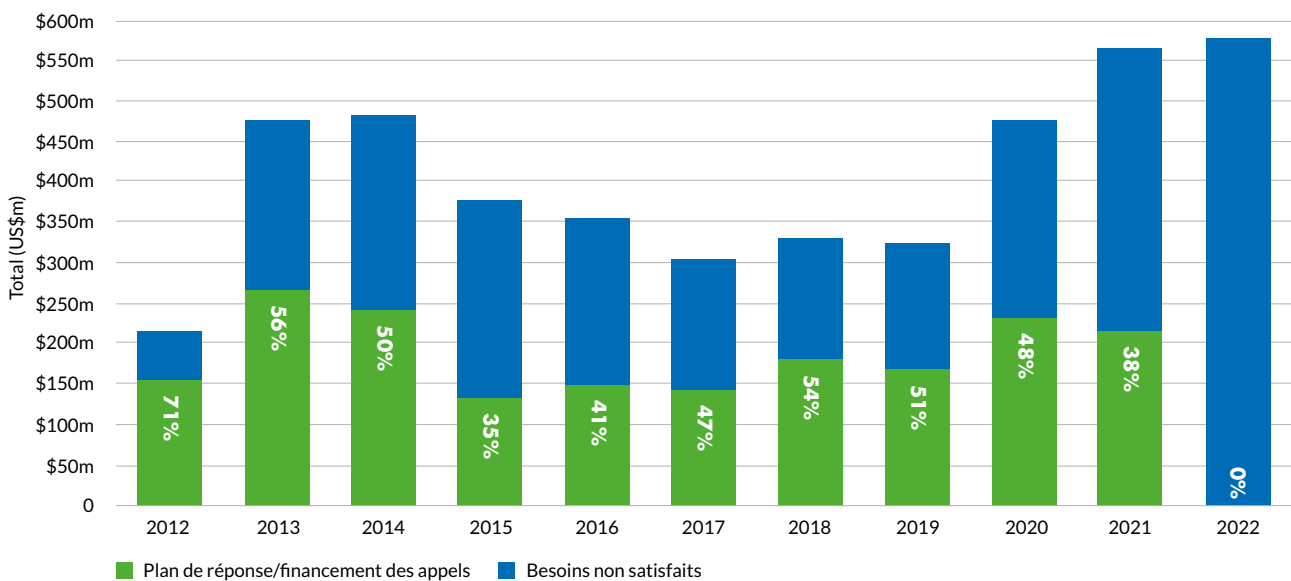
En outre, ces environnements peu sûrs rendent l'**aide humanitaire** plus difficile en raison de l'augmentation des attaques contre le personnel ou les biens humanitaires, ou de l'imposition d'escortes armées au Niger, ou de mesures nationales de lutte contre le terrorisme qui restreignent les mouvements et limitent la capacité des organisations à opérer de manière adéquate. Dans le nord du Mali, au cours des 12 derniers mois, 24 incidents de sécurité ont touché des ONG dans la région de Gao, dont 6 depuis le seul mois de décembre 2021 (y compris 2 incidents d'enlèvement de travailleurs humanitaires), faisant de cette région l'un des endroits les plus dangereux au monde pour les travailleurs humanitaires.

En plus de ce tableau fragile, l'imposition récente de **sanctions économiques** et financières par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au Mali promet de détériorer davantage le scénario alimentaire et nutritionnel déjà sombre du pays. Le Mali importe 70 % de la nourriture qu'il consomme et dépend déjà largement de l'aide étrangère pour financer ses services sociaux de base. Si cette situation est susceptible d'entraîner une augmentation des besoins humanitaires, la capacité des organisations à travailler de manière adéquate sera également affectée. Pour contrer ces effets immédiats, il sera essentiel d'obtenir les exemptions d'importation nécessaires pour les denrées alimentaires de base et les médicaments, ainsi que de faciliter d'autres exemptions pour poursuivre les opérations humanitaires, y compris une définition stricte, une application et une facilitation supplémentaire pour minimiser les exigences et les retards administratifs qui en découlent.

LE SOUS-FINANCEMENT CHRONIQUE PEUT ENTRAÎNER UNE AUGMENTATION DES BESOINS FUTURS

Malgré l'augmentation des besoins dans la région, tous les pays concernés terminent l'année en ayant financé à peine la moitié de leurs plans de réponse humanitaire. Le plan de réponse 2021 du Niger était financé à 42% à la fin de l'année, et comme on peut le voir sur le graphique, les niveaux de financement du Mali étaient similaires, à un peu moins de 40%. **Mais, plus inquiétant, c'est la tendance normale observée au fil des ans.**

En plus des estimations des pages précédentes, 16,6 millions de personnes supplémentaires devraient se trouver dans la situation prévue en phase 2. Ces populations ne peuvent se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles (habillement, santé, éducation) sans entreprendre des stratégies d'adaptation irréversibles. La capacité des pays touchés et de la communauté internationale à répondre rapidement et de manière adéquate à ces différents niveaux de besoins est essentielle non seulement pour sauver des vies dans l'immédiat, mais aussi pour prévenir d'autres besoins dans les mois et les années à venir.



Graphique 6 : MALI : source -UNFTS⁵.

⁵ Source : <https://fts.unocha.org/appeals/1036/summary>



UNE RÉPONSE CONCERTÉE POUR ÉVITER UNE CRISE HUMANITAIRE MAJEURE AU SAHEL

- **Les pays sahéliens touchés, ainsi que la communauté internationale, doivent augmenter de manière significative leur financement pour répondre à ces besoins urgents, notamment pour les interventions visant à sauver des vies, en soutenant les appels de réponse humanitaire qui restent gravement sous-financés.**

– Nous soulignons l'urgence de disposer des ressources nécessaires pour assurer une réponse rapide et efficace qui sauve des vies et protège les moyens de subsistance des personnes les plus vulnérables, en englobant les réponses en matière d'alimentation, de moyens de subsistance, de nutrition et de santé.

- **Outre l'intervention d'urgence, il est impératif que les pays sahéliens touchés, ainsi que la communauté internationale, renforcent leur soutien aux efforts de développement afin de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région.**

– Cela devrait se refléter dans la programmation des donateurs, ainsi que dans leur engagement dans des initiatives conjointes, en donnant la priorité à une approche pluriannuelle, multisectorielle et adaptée au contexte pour renforcer la résilience et l'accès aux services sociaux de base. Il est crucial que la programmation du développement soit basée sur les priorités nationales et que le financement du développement et de la sécurité/stabilisation soit séparé.

– Il faut donc améliorer les systèmes de suivi et **d'alerte précoce** avec des outils adaptés pour anticiper la prochaine période de soudure et passer d'interventions réactives à des interventions proactives pour sauver des vies grâce à une action humanitaire anticipée.

- **Assurer que les pays touchés et la communauté internationale fournissent un environnement opérationnel favorable.**

– Que les États garantissent **un accès libre**, durable et efficace aux communautés et vice-versa dans les zones touchées par un conflit, en renforçant le dialogue civil-militaire et en mettant en place des mécanismes permettant de minimiser l'impact des contraintes de sécurité.

– Que les États veillent à ce que leurs forces s'abstiennent d'activités militaires qui nuisent à l'action humanitaire, notamment en brouillant les mandats militaires et humanitaires par **l'instrumentalisation de l'aide humanitaire**.

– Faciliter l'accès à l'aide humanitaire et aux biens et services de base en établissant des **exemptions humanitaires** aux sanctions de la CEDEAO au Mali pour les transferts financiers, le personnel humanitaire et les mouvements de marchandises à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

